

Julien VAUDAY

Enseignant chercheur à l'Université de Paris I

Membre du Laboratoire de Recherche CES-CNRS

Adresse professionnelle
Université Paris I - Maison des Sciences Economiques
TEAM Pôle Economie Internationale
106-112 Bd. de l'hôpital
75647 Paris Cedex 13
Tel/Fax : 01.44.07.82.66/67
vauday@univ-paris1.fr

Adresse personnelle
279 rue du Fbg Saint-Antoine
75011 Paris
Tel : 06.07.85.72.02

Etat civil

Date de naissance : 10 août 1979 à Clamart (92)

Nationalité : française

Situation de famille : célibataire

Cursus Universitaire

- oct. 2002-Juin 2007 **THÈSE DE DOCTORAT EN SCIENCES ÉCONOMIQUES SOUS LA DIRECTION DU PR. ANTOINE BOUËT.**
Université Paris I Panthéon-Sorbonne
▷ *Titre* : L'interaction entreprises/gouvernements/institutions dans les décisions de politique commerciale.
- 2006-2007 **ATTACHÉ TEMPORAIRE D'ENSEIGNEMENT ET DE RECHERCHE.**
Université Paris I Panthéon-Sorbonne
- 2002-2005 **ALLOCATAIRE DE RECHERCHE.**
Université Paris I Panthéon-Sorbonne
- 2002 **DEA STRATÉGIE INDUSTRIELLE.**
Université Paris I Panthéon-Sorbonne
▷ *Mémoire de DEA* : L'influence de l'implication des entreprises dans les décisions de politiques commerciales sur le commerce international : une interprétation dans le cadre de l'OMC, *Mention Assez Bien*.
- 2001 **MAÎTRISE DE SCIENCES ÉCONOMIQUES OPTION COMMERCE INTERNATIONAL.**
Université Paris I Panthéon-Sorbonne
- 2000 **LICENCE DE SCIENCES ÉCONOMIQUES OPTION COMMERCE INTERNATIONAL.**
Université Paris I Panthéon-Sorbonne
▷ *Mention Assez Bien au certificat de spécialité.*
- 1999 **DEUG DE SCIENCES ÉCONOMIQUES.**
Université Paris I Panthéon-Sorbonne
▷ *Mention Assez Bien.*

Activités d'Enseignement

- 2005-2006 **Chargé de cours à l'ESCEM (Ecole Supérieure de Commerce Et de Management)**
▷ **Environnement économique de l'entreprise** - (Première Année). Le but de ce cours est de présenter de façon simple les mécanismes et principes de base en économie. Le cours se divise en deux parties : une sur la macroéconomie, débouchant sur une étude pays des étudiants rassemblés en groupes, l'autre sur la microéconomie, servant aux étudiants à développer une étude secteur. Ainsi, à la fin du semestre, les étudiants maîtriseront les concepts de base de l'économie (structures de marché, contribution à la croissance, etc...), tout comme leur application à des problématiques plus concrètes.
- 2005-2006 **Chargé de cours à l'IPAG (Ecole de Commerce)**
▷ **Organisation de l'entreprise** - (Deuxième Année). Le but de ce cours est d'introduire à la théorie des organisations. Ceci s'appuie sur des présentations d'exposés autour de thématiques précises, comme les réorganisations stratégiques, les incitations etc..., suivis par un cours adapté à la thématique abordée. Il s'agit donc de transmettre les notions de base de cette théorie sans pour autant aborder les choses sous un angle technique.
- 2005-2006 **Conférence de méthode à Sciences Po (IEP Paris)**
▷ **Relation Economique Internationale** - (Master Recherche). Le but de ce cours est de permettre aux étudiants d'appréhender des outils de base tels que le fonctionnement des droits de douane ou des quotas. Cette conférence a également pour but de sensibiliser les étudiants aux thématiques actuelles du commerce international, en attachant une attention particulière aux négociations internationales. Enfin, il s'agit également de présenter des exposés factuels sur des notions comme les Investissements Directs à l'Etranger (IDE) ou le commerce des services.
- 2003-2007 **Chargé de Travaux Dirigés à l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne**
▷ **TD de Mathématiques** - (Cours de Thierry Lafay). Ce cours s'adresse aux étudiants en deuxième année de DEUG de Gestion et présente les grands outils mathématiques utilisés en économie. De nombreux exercices d'application sont effectués lors des séances de travaux dirigés. Parmi les thèmes abordés se trouvent : Les fonctions à plusieurs variables, les matrices, les suites, les récurrences linéaires, les optimisations libre et sous contrainte.
- 2003-2005 **Chargé de Travaux Dirigés à l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne**
▷ **TD de Relations Monétaires Internationales** - (Cours de Jézabel Couppey-Soubeyran et Christian Bordes, Licence de Sciences Économiques). Après une introduction à la gestion du risque de change, cet enseignement adopte une perspective essentiellement macroéconomique pour présenter les principales problématiques théoriques relatives au taux de change. Le cours aborde ainsi les questions des déterminants du taux de change, les différents régimes de change et enfin les crises de change. A cet égard, les travaux dirigés s'attachent à mettre en perspective le cours magistral, à l'aide de nombreuses illustrations basées sur des faits et événements contemporains.
- 2006-2007 **Chargé de Travaux Dirigés à l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne**
▷ **TD de Microéconomie** - (Cours de Pierre Médan, Licence de Sciences Économiques, 1ère année). Introduction aux éléments de base de la théorie microéconomique. Le programme proposé est ambitieux dans la mesure où il aborde le consommateur, le producteur puis les structures de marché.
- oct. 2002-nov. 2002 **Remplacement dans le cadre d'un cours sur les organisations internationales**
▷ **L' environnement international de l' entreprise** - (Cours de Jean-Luc Le Bideau, Maîtrise de Sciences Economiques, MSG 2 et DESS Gestion Européenne et Internationale). Destiné principalement aux étudiants en maîtrise de sciences de gestion, le remplacement consistait en une présentation de l'Organisation Mondiale du Commerce, sa structure et ses principes de fonctionnement. Il s'agissait également de présenter aux étudiants quels types d'approche théorique pouvait être réalisée sur le sujet.

Autres expériences professionnelles

sept. 2001-oct. 2001 **France Telecom - Service Marketing Entreprise.** Assistant pour la constitution du bilan d'une équipe de vente.

Autres Activités Administratives

2001-2002 **Trésorier de l'association des anciens élèves du D.E.A de Stratégie Industrielle,**
Université Paris I Panthéon-Sorbonne.

Rapporteur pour des revues à comité de lecture

Économie Internationale

TRAVAUX DE RECHERCHE

Thèmes de Recherche

Protectionnisme
Lobbying et influence des entreprises
Institutions Internationales

Publications dans journaux à comité de lecture

Desbordes Rodolphe et Vauday Julien, "The Political Influence of Foreign Firms in Developing Countries", à paraître en octobre 2007 dans *Economics and Politics*.

Autres publications

Documentation Française (2006) : "Economie et Relations Internationales" parue dans un numéro spécial consacré aux relations internationales, Notices de la **Documentation Française**. (Avec Matthieu Crozet)

Autres Travaux

Participation à la traduction/adaptation en langue française de : Paul Krugman, Maurice Obstfeld, "International Economics", chapitres 8 (Les instruments de politique commerciale) et 9 (Economie politique et politique commerciale), 7^{ème} éd., Pearson Addison-Wesley, à paraître (juin 2006)

Documents de travail soumis pour publication

Reynaud Julien et Vauday Julien, 2007, "Geopolitics in International Organizations ? An Empirical Studies on IMF Facilities", Cilae Working Paper disponible ici

Rebeyrol Vincent et Vauday Julien, "Live or Let Die : Firm Heterogeneity and Lobbying".

Vauday Julien, "Is it such an easy thing to influence a government ?"

Travaux en cours

Desbordes Rodolphe et Vauday Julien, "Location of FDI and the trade-off between labour costs and institutional quality"

Vauday Julien, "The impact of firms' influence on trade negotiations"

Reynaud Julien et Vauday Julien, "IMF Hyper loans : Why countries get more than others"

Vauday Julien et Vincent Vicard, "Diplomatic Relationships and Foreign Investments : Try to Keep Your Good Friends !"

Conférences

- 2007 **22st Annual Congress of the European Economic Association**, Budapest, Hongrie, 24-29 Août
- 2006 **XIIth Spring Meeting of Young Economists**, Hambourg, Allemagne, 25-27 Mai
- 2006 **XXXI Symposium of Economic Analysis**, Oviedo, Espagne, Dec., 14-16.
- 2006 **21st Annual Congress of the European Economic Association**, Vienne, Autriche, 24-28 Août
- 2006 **Public Economic Theory 2006**, Hanoi, Vietnam, 29juil-01 Août
- 2006 **XIth Spring Meeting of Young Economists**, Séville, Espagne, 26-28 Mai
- 2005 **LIV ème Congrès annuel de l'Association Française de Science Economique**, Paris, France, 15-16 Sept.
- 2005 **ETSG Dublin 2005, Seventh Annual Conference**, Dublin, Irlande, 8-10 Sept.
- 2005 **22nd Symposium on Banking and Monetary Economics**, Strasbourg, France, , 16-17 Juin.
- 2005 **Xth Spring Meeting of Young Economists**, Genève, Suisse, 22-24 Avril
- 2005 **Journées AFSE**, Clermont-Ferrand, France, 19-20 Mai
- 2004 **Vèmes Doctoriales d'Économie et de Finance Internationales**, Saint-Denis, France, 18-19 Novembre.

Séminaires et Workshops

- 2007 **Séminaire TEAM-EUREQua**, Université Paris I, Mars, 12.
- 2006 **Séminaire TEAM**, Université Paris I, Juin, 07.
- 2005 **European Central Bank Seminar**, Francfort, Juin.
- 2004 **Séminaire TEAM**, Université Paris I, 08 décembre.

Résumés Synthétiques des Principaux Travaux de Recherche

“Geopolitics in International Organizations ? An Empirical Studies on IMF Facilities”, avec Julien Reynaud

Ce papier analyse l'influence de l'importance géopolitique des pays sur leur probabilité de recevoir un prêt du FMI. Cela s'inscrit dans un raisonnement théorique plus général, au travers duquel nous estimons que la géopolitique a indubitablement de l'importance dans les décisions prises au niveau supranational. Nous proposons donc des variables originales afin de représenter l'importance géopolitique des pays autour de deux domaines considérés comme majeurs par la littérature de sciences politiques en matière de géopolitique : le militaire et l'énergétique. Les résultats confirment, dans un premier temps, que dans l'ensemble les facteurs géopolitiques ont une grande importance dans la politique de prêt du Fonds. Ensuite, nous distinguons deux types de prêt, ceux destinés à financer des programmes de réduction de la pauvreté et ceux destinés à aider des pays connaissant des difficultés financières temporaires. Il ressort, à travers l'étude des facteurs géopolitiques les plus influents, que le premier type de prêt semble être motivé par l'accapuration des ressources énergétiques, de pays représentant des proies faciles, par les pays industrialisés. A l'inverse, le second type de prêt semble être motivé par la volonté de coopération entre Etats géopolitiquement importants.

“The Political Influence of Foreign Firms in Developing Countries”, avec Rodolphe Desbordes.

Lorsqu'une firme implante une filiale dans un pays, une partie de ses intérêts sont liés au contexte économique local. En particulier, la rentabilité des firmes affiliées aux multinationales dépend fortement de l'environnement économique dans lequel elles évoluent. Les firmes étrangères sont donc tentées de modifier les politiques du gouvernement en leur faveur. Ainsi, la question sous-jacente est de savoir si les firmes étrangères parviennent à avoir de l'influence. En utilisant des données du World Business Environment Survey, ce papier cherche à déterminer l'existence d'une influence politique des firmes étrangères dans 49 pays en voie de développement. Les principaux résultats sont que les firmes étrangères bénéficient effectivement de certains avantages réglementaires grâce à leur influence politique ainsi qu'à leur faculté à négocier de meilleures conditions d'entrée. Toutefois, il ressort que les firmes multinationales locales ont une influence politique similaire à celle des multinationales étrangères, ceci suggérant qu'un des déterminants principaux de l'influence des entreprises est leur expérience internationale.

“Is it such an easy thing to influence a government ?”

La détermination des politiques de protection est généralement vue comme un processus dans lequel les firmes sont impliquées. Cependant, la question des moyens par lesquels une firme influence un gouvernement n'a pas été complètement éclaircie. Cet aspect implique deux considérations. La première est de déterminer quel est l'objectif réel du gouvernement, la seconde concerne la méthode utilisée par les entreprises pour parvenir à leurs fins. En reprenant la notion de "contribution schedule" développée par Bernheim et Whinston (1986) et étendue par Grossman et Helpman (1994), ce papier développe un modèle afin de mettre en avant les effets d'une nouvelle façon de voir les moyens utilisés par une firme afin d'influencer un gouvernement. Ceci en modifiant la nature de l'objectif du gouvernement. Les principaux résultats sont que ces changements modifient la forme de la concurrence entre les firmes ainsi que celle entre les firmes et le gouvernement. Par ailleurs, il apparaît que ce sont les firmes les plus compétitives qui versent les contributions les plus importantes, les firmes les moins compétitives bénéficiant quant à elles, en réalité, de considérations de politique sociale de la part du gouvernement.

“Location of FDI and the trade-off between labour costs and institutional quality”, avec Rodolphe Desbordes

Comment un pays visiblement désavantagé par rapport à d'autres, que ce soit en termes de coûts, de taille de marché, etc..., peut-il attirer des firmes multinationales (FMN) ? Il s'agit là d'une question cruciale dans la mesure où l'émergence de pays à vastes marchés et très compétitifs fait craindre une convergence de tous les IDE vers

ceux-ci. Ce papier tente dans un premier temps de mettre en évidence l'arbitrage des FMN entre de faibles coûts de travail et la qualité des institutions locales, dans les décisions de localisation. En utilisant des données sur les firmes étrangères à participation américaine majoritaire pour 19 pays en voie de développement, l'existence d'un arbitrage entre le risque politique/bonne gouvernance publique et les faibles coûts est mis en évidence. Parmi les pays à bas coûts, les firmes américaines semblent préférer ceux où la gouvernance est relativement meilleure. Dans un second temps, l'article cherche à montrer, via un modèle théorique, dans quelle mesure un gouvernement peut utiliser une politique volontaire de développement des institutions de façon à contrecarrer les tentatives d'attraction de firmes étrangères par des pays à plus faibles coûts. Les principaux résultats sont qu'une politique d'investissement publique dans les institutions peut effectivement permettre d'attirer les firmes étrangères, même lorsque le pays à faibles coûts propose une subvention, ceci sans faire de concession sur son optimum social. Il est également montré que ces investissements sont nettement plus avantageux en terme d'optimum social qu'une subvention directe à l'entreprise étrangère.

“The impact of the firms’ influence on trade negotiations”

Alors que les entreprises n'ont pas de rôle officiel dans les négociations dans le cadre d'organisations internationales, telle l'Organisation Mondiale du Commerce, ont-elles malgré tout une influence sur l'issue de celles-ci ? Chaque partie prenante trouve des avantages et des inconvénients dans l'issue probable des négociations. Ainsi, on peut considérer l'engagement des gouvernements comme crédible lors des négociations. Mais les entreprises peuvent entrevoir la possibilité de profiter des contre-parties multilatérales aux concessions de leur gouvernement tout en ne cédant pas de terrain chez elles. Dès lors, il paraît vraisemblable que les entreprises tentent de faire dévier le gouvernement de son engagement. Cela est envisageable tant qu'un retour en arrière demeure possible. En partant d'une modélisation simplifiée des objectifs des négociations commerciales, le papier cherche à mettre en évidence d'une part l'effet de l'existence de failles dans la réglementation des organisations internationales, celui-ci étant accru lorsque les firmes entrent dans le jeu. D'autre part, l'article vise à montrer qu'étant donné les déséquilibres entre l'importance des pays présents dans les négociations, l'influence des firmes peut entraîner un élargissement des inégalités entre les pays malgré la volonté affichée de l'organisation de garantir l'équité de traitement entre ses membres.

“Market Exit and Lobby Participation with Heterogenous Firms”, avec Vincent Rebeyrol

De nos jours l'enjeu en matière de protection s'est transféré sur la protection non tarifaire, en particulier la mise en place de normes ou autres standards. Pourtant, les articles d'économie politique continuent à privilégier l'analyse de la protection endogène avec droits de douane. Les normes ont néanmoins la particularité de pouvoir discriminer entre les entreprises d'un même secteur, remettant ainsi en cause le principe jusqu'alors accepté du "lobby-secteur". Dans un modèle de concurrence monopolistique avec firmes hétérogènes, particulièrement adapté à ce type de problématique, nous montrons dans un premier temps que le fait que l'outil de protection soit une norme n'invalide pas les résultats de précédents articles. Toutefois, les mécanismes en jeu diffèrent, en effet, sans hétérogénéité, il n'y aurait aucune motivation pour les entreprises à influencer le gouvernement. Le principal effet est ici le souhait de voir des concurrents disparaître, ainsi l'explication du résultat du jeu politique est très différente. Dans un second temps, nous proposons un modèle où l'on introduit la possibilité de lobbying pour les entreprises qui perdent à la mise en place de la norme. Cette modélisation originale est rendue nécessaire par l'impossibilité d'appliquer la méthodologie de "truthful equilibrium" généralement utilisée. Les résultats montrent à quel point l'hétérogénéité impacte sur l'issue du jeu et sur la nature du groupe qui emportera la décision. La victoire de l'un ou de l'autre ayant des effets très différents sur la situation sociale de l'Etat.

“IMF Hyper loans : Why countries get more than others” , avec Julien Reynaud

Le but de ce travail est d'expliquer pourquoi des pays reçoivent des prêts d'un montant bien au-delà de ce que les textes du FMI prévoient. Pour cela, nous distinguons quatre catégories de déterminants : économiques, politiques, financiers et géopolitiques. Cette distinction a pour but de nous permettre de conclure si ces dépassements avaient un but utile et répondaient à un besoin précis, où bien si ceux-ci n'ont eu lieu qu'à cause d'enjeux qui dépassent largement les prérogatives du FMI. Les résultats montrent que dans l'ensemble, le FMI avait effectivement identifié des situations nécessitant des interventions massives, ce qui plaide en faveur d'un dépassement "raisonné". Il semblerait toutefois que parmi ces pays aux situations exceptionnellement difficiles, certains soient soutenus alors que d'autres non. Ainsi, le FMI semble mener des estimations des situations économiques de qualité, mais le système de prise de décision au sein du Fonds introduit des considérations extra-économiques.